



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 08 mars 2023
(Convocation du 20 février 2023)

Aujourd'hui, le 08 mars 2023 à 10h00, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	54 323
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	41 230
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	41 230
Contre <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Abstention <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0

Étaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Nathalie Barrouillet, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Pierre Brau-Nogué, M. Paul Carrère, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Marc Saint-Estevan, M. Bernard Verdier
- Pour les Régions membres : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, Mme Isabelle Nogaro, Mme Pascale Réquenna, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Bernard Bonnemason, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Pierre Cazères, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Philippe Labache, M. Pierre Lajus, M. Jean-Marc Lescloute, M. Patrick Maunas, M. Jean-Pierre Rémy
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Antoine Lequertier, M. Bernard Lougarot, M. Didier Sakellarides

Étaient excusés :

- Pour les Départements membres : Mme Agathe Bourretère, Mme Fabienne Costedoat-Diu, M. Jean Arriubergé, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey,
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel,
- Pour les communautés de communes membres : M. Michel Cuyaubé, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latri, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Laurent Nolibois, M. Christophe Pugnetti

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Délégué

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Commande publique - Ressource en eau - Constitution d'un groupement de commande avec le Département du Gers et la communauté de communes des Luys en Béarn pour le lancement d'une consultation de délégation de service public pour la gestion de réservoirs de stockage d'eau

Exposé des motifs :

À la demande du Département du Gers et de la communauté de communes des Luys en Béarn, il pourrait être constitué un groupement de commande avec l'Institution Adour afin de procéder à une consultation groupée de délégation de gestion des ouvrages lacs de réalimentation multiusages de chaque collectivité.

Les groupements de commande peuvent être constitués entre des différents acheteurs publics.

Les groupements de commande ont pour avantage de faciliter la mutualisation des procédures de marchés et de contribuer à la réalisation d'économies sur les achats.

Les groupements de commande font l'objet d'une convention constitutive qui est signée entre leurs membres. Elle définit les modalités de fonctionnement du groupement. Cette convention désigne un des membres du groupement comme coordonnateur, chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par la procédure concessive, à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection d'un ou de plusieurs cocontractants.

Chaque membre du groupement s'engage, dans la convention, à faire délibérer ses instances sur le choix du cocontractant proposé dans le rapport du Président de l'Institution Adour, à hauteur de ses besoins propres, tels qu'il les a préalablement déterminés.

La convention fixe les règles de constitution des membres de la commission de délégation de service public du groupement qui est présidée par le représentant du coordonnateur.

La personne responsable du marché de chaque membre du groupement, pour ce qui la concerne, reste responsable de signer le marché et de s'assurer de sa bonne exécution.

Dans le cadre des mises en concurrence à conduire en matière de délégation de gestion des réservoirs de soutien d'étiage à vocation multiusages sont concernés les ouvrages suivants :

- Pour l'Institution Adour, la liste des réservoirs pour lesquels le renouvellement est à prévoir concerne cinq sous-bassins :
 - Sur le secteur Midour-Douze : les réservoirs de Saint-Jean, Tailluret, Bougnères et Cavaré sur la Douze ; Maribot, Bourgès, Lapeyrie, Charros et Arthez sur le Midour,
 - Sur le secteur de l'Adour moyen : les réservoirs du Brousseau (+ gestion des eaux de la retenue de Latrille), Lourden, Renung, Miramont, Fargues et Louet,
 - Sur le secteur du Luys de France et de Béarn : les réservoirs du Balaing et Ayguelongue (+ gestion des eaux d'une part du réservoir de l'Aubin),
 - Sur le secteur du Louts : le réservoir d'Hagetmau,
 - Sur le secteur du Gabas et des Lées : les réservoirs du Gabas (+ gestion des eaux d'une part du réservoir du Gabassot) et Coudures,
 - Sur le secteur Arros : le réservoir de l'Arrêt-Darré,
 - Sur le secteur du Bouès : les réservoirs de Tillac et Cassagnaou.
- Pour le Département du Gers, sont concernées les retenues suivantes :
 - Astarac, bassin versant de l'Arrats, située sur les communes d'Aussos et Bézues-Bajon,
 - Bousquetara, bassin versant des Auvignons, située sur les communes de Caussens et Condom,
 - Candau, bassin versant de la Gélise, située sur les communes de Castillon-Debats et Lupiac,
 - Lizet, bassin versant de l'Osse, située sur les communes d'Estipouy et Montesquiou,

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.



- Saint Laurent, bassin versant de l'Auzoue, située sur les communes d'Armous-et-Cau, Bassoues, Gazax-et-Baccarisse et Peyrusse-Grande.
- Pour la communauté de communes des Luys en Béarn, est concernée la retenue du Géés située sur les communes de Navailles-Angos et Serres-Castet.

Vu l'article L.3112-1 et suivant du code de la commande publique relatifs à la constitution de groupement de commande entre plusieurs autorités concédantes afin de passer conjointement un ou plusieurs contrats de concession,

Vu l'article L.1411-5 et L.1411-5-1 du code général des collectivités territoriales prévoyant les autorités concédantes peuvent convenir, d'un commun accord, que la commission de délégation de service public compétente est celle du coordonnateur,

Considérant la sollicitation du Département du Gers pour constituer un groupement de commande dont il souhaite confier à l'Institution Adour la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation,

Considérant la sollicitation de la communauté de communes des Luy en Béarn pour constituer un groupement de commande dont elle souhaite confier à l'Institution Adour la charge de mener tout ou partie de la procédure de passation,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- de constituer un groupement de commande entre l'Institution Adour, le Département du Gers et la communauté de communes des Luys en Béarn pour lancer une mise en concurrence visant à la gestion et l'exploitation de réservoirs de stockage d'eau,
- de signer la convention de groupement de commande dans laquelle l'Institution Adour constitue le coordonnateur et dont la commission de délégation de service public de l'Institution Adour sera chargée de l'analyse des offres et de la proposition des attributaires, telle qu'annexée,
- de permettre au président de l'Institution Adour de signer la convention ci-annexée ainsi que toutes pièces nécessaires à la mise en œuvre du groupement de commande,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

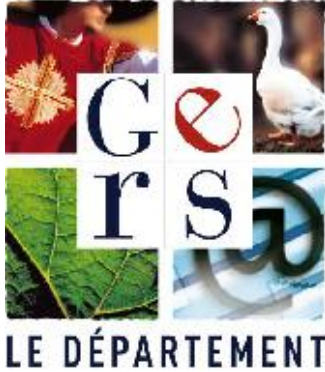
Fait et délibéré le 08 mars 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION

Convention constitutive d'un groupement d'autorités concédantes

Entre les soussignés :

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert à la carte, établissement public territorial de bassin, représentée par son président, Monsieur Paul CARRÈRE, agissant en vertu de la délibération n°XXX de son comité syndical en date du 8 mars 2023,

Et

Le Département du Gers, représenté par son président, Monsieur Philippe DUPOUY, agissant en vertu de la délibération n°XXX du Conseil Départemental en date du 24 mars 2023,

Et

La communauté de commune des Luys en Béarn, représentée par son président, Monsieur Bernard PEYROULET, agissant en vertu de la délibération n°XXX de son conseil communautaire en date du 9 mars 2023,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'Institution Adour, établissement public territorial de bassin (EPTB), le Département du Gers et la communauté de communes des Luys en Béarn sont propriétaires d'ouvrages sur les bassins de l'Adour et de la Neste, dits réservoirs de stockage d'eau, dont les volumes sont dédiés à la réalimentation de cours d'eau en vue du soutien d'étiage.

La gestion de ces ouvrages fait l'objet d'une délégation de service public par voie d'affermage (mode concessif) ou de contrats de prestation de service. Actuellement, l'ensemble des réservoirs de soutien d'étiage des trois personnes publiques sont confiés en gestion, à la Compagnie d'Aménagement des Côteaux de Gascogne (CACG).

Les contrats arrivant à leurs termes, il s'agit de procéder au renouvellement de la gestion sous forme de délégation de service public avec une prise d'effet au 1^{er} janvier 2024.

Pour l'Institution Adour, la liste des réservoirs pour lesquels le renouvellement est à prévoir concerne cinq sous-bassins :

- sur le secteur Midour-Douze : les réservoirs de Saint-Jean, Tailluret, Bougnères et Cavaré sur la Douze ; Maribot, Bourgès, Lapeyrie, Charros et Arthez sur le Midour,
- sur le secteur de l'Adour moyen : les réservoirs du Brousseau (+ gestion des eaux de la retenue de Latrille), Lourden, Renung, Miramont, Fargues et Louet,
- sur le secteur du Luys de France et de Béarn : les réservoirs du Balaing et Ayguelongue (+ gestion des eaux d'une part du réservoir de l'Aubin),
- sur le secteur du Louts : le réservoir d'Hagetmau,
- sur le secteur du Gabas et des Lées : les réservoirs du Gabas (+ gestion des eaux d'une part du réservoir du Gabassot) et Coudures,
- sur le secteur Arros : le réservoir de l'Arrêt-Darré,
- sur le secteur du Bouès : les réservoirs de Tillac et Cassagnaou.

L'exploitation des réservoirs de ces 6 sous-bassins ou secteur seront regroupés dans un lot n°1 « Exploitation des réservoirs de l'EPTB Institution-Adour »



Pour le Département du Gers, sont concernées les retenues suivantes :

- Astarac, bassin versant de l'Arrats, située sur les communes d'Aussos et Bézues-Bajon,
- Bousquetara, bassin versant des Auvignons, située sur les communes de Caussens et Condom,
- Candau, bassin versant de la Gélise, située sur les communes de Castillon-Debats et Lupiac,
- Lizet, bassin versant de l'Osse, située sur les communes d'Estipouy et Montesquiou,
- Saint Laurent, bassin versant de l'Auzoue, située sur les communes d'Armous-et-Cau, Bassoues, Gazax-et-Baccarisse et Peyrusse-Grande.

L'exploitation de ces réservoirs fera l'objet d'un **lot n°2 « Exploitation des réservoirs du Département du Gers - bassin Neste »**

Pour la communauté de commune des Luys en Béarn, est concernée la retenue du Géés située sur les communes de Navailles-Angos et Serres-Castet.

L'exploitation de ce réservoir fera l'objet d'un **lot n°3 « Exploitation du réservoir du Géés »**

Les trois personnes publiques souhaitent réaliser cette opération de mise en concurrence en commun afin d'obtenir des économies d'échelle au stade de la consultation des futurs prestataires et gestionnaires.

L'uniformisation du droit de la commande publique permet désormais l'émergence de ce type de groupement d'autorités concédantes (art. L.3112-1 à L.3112-4 du code de la commande publique), avec le même souci de mutualisation que dans le droit des marchés publics. Les concessions sont des instruments contractuels pouvant faire l'objet de procédures communes et uniques, quitte d'ailleurs à ouvrir davantage à des allotissements. Les parties ont ainsi décidé, en application de l'article L.3112-1 du code de la commande publique, de confier à un coordonnateur la gestion de la procédure de renouvellement des contrats de concession pour l'ensemble des membres du groupement, laissant ensuite à chaque collectivité la responsabilité de les signer et de les exécuter.

Article 1. Objet du groupement

Le groupement a pour objet :

- la coordination et la gestion des procédures de passation des contrats de concession afférents à cette opération selon la définition des besoins et le programme fonctionnel, préalablement établis par chacun des membres ;
- l'analyse des candidatures et des offres et la sélection du ou des candidats retenus pour la négociation ;
- la négociation avec le ou les candidats retenus ;
- la mise au point du contrat de délégation de service public issue de la négociation ;
- l'établissement du rapport du choix du Président pour l'instance délibérante de chaque collectivité membre du groupement ;

Article 2. Durée du groupement

Le groupement est juridiquement créé à la date à laquelle la présente convention constitutive devient exécutoire, soit dès après sa transmission au service chargé du contrôle de légalité en vue de l'accomplissement des formalités de publicité de droit commun. Il prendra fin avec la fin de mission de coordonnateur, ainsi qu'il est prévu à l'article 7 ci-après.

Article 3. Désignation du coordonnateur

L'EPTB Institution Adour, représenté par son Président, est désignée comme coordonnateur.



Si les membres du groupement décidaient de désigner un autre coordonnateur en cours de procédure, un avenant à la présente convention serait passé dans les mêmes formes pour acter cette modification.

Article 4. Mission du coordonnateur

Le coordonnateur du groupement est chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants dans le cadre de l'opération citée en objet.

Le coordonnateur choisira ainsi la procédure de consultation adaptée à l'objet de la délégation de service public et en organisera la publicité. Il recensera les candidatures ou offres en fonction du mode de passation choisi.

Chaque membre du groupement donne mandat au coordonnateur pour conduire la sélection (du) ou des candidats, puis la négociation jusqu'à la proposition de projet de contrat de délégation de service public.

Il est précisé que, conformément aux dispositions prévues aux articles L.1411-5 et L.1411-5-1 du code général des collectivités territoriales, les membres du groupement conviennent d'un commun accord que la commission de délégation de service public compétente est celle du coordonnateur.

Pour le Département du Gers et la communauté de communes des Luys en Béarn, un représentant élu et un technicien, seront conviés en tant que de besoin aux réunions tenues aux différents stades de la procédure et seront convoqués à titre consultatif sans voix délibérative en commission de délégation de service public de l'Institution Adour.

Le coordonnateur représentera le groupement pendant toute sa durée.

Article 5. Obligations et droits des membres du groupement

5.1. Charges du coordonnateur

Le coordonnateur devra indiquer durant toutes les phases de la procédure et sur tout acte à intervenir, qu'il agit au nom et pour le compte des membres du groupement.

5.2. Contrôles

Les membres du groupement peuvent demander à tout moment au coordonnateur la communication de toutes les pièces justificatives afférentes à la partie de l'opération qui les concerne.

Le coordonnateur s'engage à fournir un compte rendu de l'avancement de l'opération, articulé autour des éléments suivants :

- bilan financier consolidé de l'opération avec répartition par membre du groupement ;
- échéancier actualisé de l'opération ;
- note relative au déroulement de l'opération et aux décisions susceptibles d'être prises pour en assurer la bonne continuation.

Les membres du groupement peuvent émettre des remarques dans les quinze jours suivant la réception du compte-rendu. Dans le cas contraire, le compte rendu est réputé accepté.

En cas de bouleversement de l'économie générale de l'opération, un accord express de chacun des membres du groupement est requis, aux fins de signature d'un avenant.



5.3. Remise des documents

Les dossiers de consultation seront adressés à chaque membre du groupement en vue de leur validation qui devra intervenir dans un délai de 8 jours suivant réception. A défaut, l'approbation sera réputée délivrée.

A l'achèvement de l'opération, et après établissement des décomptes généraux définitifs de chaque cocontractant, le coordonnateur s'engage à fournir à chaque membre du groupement :

- le projet de contrat de délégation de service public issue de la négociation avec annexé le rapport du choix du Président pour l'instance délibérante de chaque collectivité membre du groupement ;
- le bilan général consolidé définitif retraçant la totalité des opérations comptables liées au frais d'insertions et publications afférentes à la partie de l'opération concernée, ainsi que la répartition financière définitive du suivi des dossiers pour chaque membre du groupement (au prorata du montant des projets de contrats respectifs ayant fait l'objet de la proposition pour le compte des membres du groupement) ;
- l'attestation du comptable public correspondante.

Article 6. Dispositions financières

L'EPTB Institution Adour, coordonnateur du groupement, assure l'avance financière de la totalité des frais liés à la mise en concurrence, suivi des dossiers pour aboutir à la passation des contrats de délégations de service public.

L'engagement du Département du Gers et de la communauté de communes est conditionné par l'inscription budgétaire des dépenses liées aux frais de procédures (publicités insertions) et du temps nécessaire au suivi du dossier des ouvrages.

Les membres du groupement verseront leurs contributions sous forme d'un appel de fond à l'achèvement de la procédure, sur la base des justificatifs prévus à l'article 5.

Les versements interviendront sur présentation de titres de recettes.

Article 7. Fin de la mission de coordonnateur

La mission du coordonnateur prend fin par le quitus délivré par les membres du groupement dans les trente jours qui suivront la réception des documents de l'article 5.3.

Ce quitus sera délivré à l'occasion d'une réunion de tous les membres du groupement, convoquée par le coordonnateur cinq jours francs au moins avant la date de la réunion.

Article 8. Indemnisation du coordonnateur

La mission de coordonnateur du groupement ne donne pas lieu à rémunération mais uniquement à remboursement des frais tels que prévus aux articles 5 et 6.

Article 9. Modalités de sortie du groupement

Le groupement ayant pour objet de mener à bien le projet de consultation des entreprises et de mise en concurrence en vue d'assurer la passation de contrats de concession pour les réservoirs de stockage d'eau à vocation de réalimentation et soutien d'étiage de l'Institution Adour, du Département du Gers et de la communauté de communes des Luys en Béarn, la sortie du groupement intervient logiquement à l'achèvement de l'opération d'attribution des contrats concessifs au profit de chaque membre, après signature des contrats, les procédures les rendant exécutoires, accomplies.



Toutefois, la sortie du groupement d'un des membres n'est possible que si un avenant à la présente convention le prévoit, passé dans les mêmes formes, sous réserve d'intervenir avant signature des contrats de concession.

Une sortie anticipée du groupement peut donc donner lieu à la saisine par l'un ou l'autre des membres de la juridiction compétente.

Fait en 3 exemplaires originaux.

À Mont-de-Marsan, le

Pour l'Institution Adour
Le Président,

Paul CARRÈRE

À Auch, le

Pour le Département du Gers
Le Président,

Philippe DUPOUY

À Serres-Castet, le

Pour la communauté de
communes des Luys en Béarn
Le Président,

Bernard PEYROULET